

## Quelle aide serait utile à Haïti dans le contexte actuel?

Par Colette Lespinasse, 12 juin 2022

C'est sous ce thème que la Coordination Europe Haïti (COEH) et le Collectif Haïti de France (CHF) ont réalisé, le 8 juin 2022, une conférence en ligne pour initier un débat sur la question de l'aide internationale à Haïti. Plus d'une centaine de personnes et institutions du monde des ONG, d'associations diverses, des universités, de la coopération internationale, d'institutions étatiques, etc. ont répondu à l'invitation.

Pour lancer le débat, six(6) intervenants et intervenantes ont pris la parole pour aborder, chacun, un aspect de la thématique en présentant leur réflexion ou leur expérience sur le sujet.

M. Ilionor Louis, Professeur-chercheur à l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), avec des chiffres à l'appui, a démontré comment l'aide mobilisée pour Haïti après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, est retournée d'où elle était venue. « *Ce sont les bailleurs qui ont profité de cette aide et non le peuple haïtien* », a-t-il fait remarquer. La partie congrue donnée à l'Etat haïtien et aux acteurs nationaux et surtout la manière dont cette aide a été gérée, n'a pas permis un relèvement du pays ni un renforcement de ses institutions. Pour le professeur, l'aide internationale, telle qu'elle se pratique actuellement, contribue à l'infantilisation et la marginalisation des acteurs haïtiens et renforce une relation d'inégalité entre les acteurs haïtiens et les détenteurs de l'aide. Dans ces conditions, le professeur Louis a carrément conclu qu'Haïti n'a pas besoin de cette aide. Il a reconnu, toutefois, quelques petites victoires, mais trop faibles, trop restreintes et éphémères pour faire une différence. Il en a profité pour faire une mise en garde contre les effets pervers d'une aide qui se structure pour devenir permanente. « *Ne faut-il pas remplacer le concept d'Aide par celui d'Accompagnement ? Le pays a besoin d'une véritable solidarité entre peuples, dans une relation égalitaire basée sur un partenariat réel et responsable* ». , a-t-il conclu.

Frédéric Thomas, chercheur au CETRI(Centre Tricontinental basé en Belgique) est allé dans le même sens. Avec des chiffres, il a montré comment Haïti évolue dans un cycle constant de vulnérabilités qui ne cessent de s'aggraver, tandis que l'aide augmente. Dans ce cercle vicieux, a-t-il fait remarquer, l'aide se substitue à des politiques publiques sans apporter réellement des améliorations durables dans les conditions de vie de la population. Il dénonce ce regard déplorable de plus en plus porté sur Haïti qui n'est plus considéré comme un pays fier ayant fait l'histoire en combattant l'esclavage et le colonialisme, mais plutôt comme une victime passive avec les mains tendues qui attend toujours l'aide internationale.

Frédéric Thomas dénonce les réponses toutes faites de l'aide internationale à Haïti, sans rechercher les causes profondes des malheurs du pays. « *Il y a une situation que l'aide ne peut pas combler. Elle ne peut pas remplacer les politiques publiques qui manquent crucialement en Haïti* », a-t-il fait remarquer. M. Thomas en a profité pour relever certains paradoxes dans le comportement des bailleurs de fonds, dont la plupart, selon lui, sont parmi les principaux responsables de la descente aux enfers du pays. Pour M. Thomas, l'aide internationale à Haïti a échoué et il faut oser une remise en question. « *Ils sont prêts à augmenter l'aide alimentaire et à fournir des blindés à la Police pour combattre l'insécurité. Mais ils refusent de revoir leurs stratégies et d'analyser les causes de tant d'échecs* », regrette M. Thomas.

Le journaliste-chercheur qui suit de près les situations en Haïti préconise des stratégies de responsabilisation des acteurs et de dévictimation du peuple haïtien. « *Il y a énormément d'acteurs, de forces sociales dans le pays qui peuvent permettre de prendre une autre orientation. Il faut les valoriser. Sans changement du contexte, l'aide à Haïti ne réussira jamais* », prévient Frédéric Thomas.

Mme Yolette Etienne est une femme haïtienne avec une longue expérience dans le travail au sein des ONG. Dans son intervention, elle a attiré l'attention sur le grand écart entre le discours formel sur l'aide internationale et ce qui se fait dans la pratique en Haïti. Elle déplore le fait que de nombreux principes établis dans de grandes conférences sur l'aide ne sont pas véhiculés ni appliqués en Haïti. Elle a souligné l'évolution des acteurs à différents moments et a noté dans le contexte actuel la présence d'acteurs puissants, comme le Core Group composé de représentants de pays et d'organismes internationaux qui jouent un grand rôle dans les décisions politiques, incluant celle concernant l'octroi de l'aide. « *Tout le monde fait le constat de l'échec de l'aide à Haïti et l'augmentation de la dépendance du pays. On évolue dans une sorte de mimétisme dans lequel les acteurs ressassent les mêmes recettes et font les mêmes erreurs*».

Mme Etienne a souligné aussi les faiblesses des institutions locales qui n'arrivent pas à inverser cette tendance et qui ont besoin, elles aussi, d'une grande restructuration. « *Les acteurs locaux doivent relever les défis de transparence, de reddition de comptes, d'émiettement, etc. pour être plus efficaces* », a-t-elle relevé. Elle encourage d'autres formes d'appuis pour Haïti devant permettre d'opérer cette rupture, de réaliser cette transition tant souhaitée vers un changement réel dans la gestion du pays. Si à court terme, on peut avoir besoin de certains appuis humanitaires, pour Mme Etienne, Haïti a surtout besoin d'une solidarité qui lui donne le temps de reprendre force pour changer de cap. « *La réalité internationale appelle à un retour critique sur les discours et les pratiques. La réalité d'Haïti, au bord du gouffre, exige une rupture et une solidarité concrète* », recommande Mme Etienne qui supporte une coopération qui transforme, qui accompagne et qui soutient, mais qui n'impose pas ni n'infantilise ».

Michel Chancy, professeur-chercheur à l'Université Quisqueya(UNIQ) a parlé de sa propre expérience comme haut fonctionnaire de l'Etat au poste de Secrétaire d'Etat à la Production animale au Ministère de l'Agriculture. Il a commencé par présenter des éléments de la conjoncture pour illustrer dans quelles conditions évoluent les producteurs haïtiens, notamment les agriculteurs et éleveurs. Malgré les difficultés de toutes sortes et des politiques publiques défavorables, le travail de la paysannerie assure encore autour de 50% des produits consommés et l'agriculture est la première pourvoyeuse d'emplois au pays. D'où cette nécessité de la protéger et d'éviter que l'aide ne se fasse à son détriment. M. Chancy a présenté plusieurs expériences de concertation entre l'Etat, les producteurs et les acteurs de l'aide menée à travers des tables de concertation régionales et nationales pour encourager une plus grande synergie. Selon lui, quelques-unes de ces expériences ont bien fonctionné, mais dans l'ensemble, elles accusent de nombreuses limites. Il a souligné plusieurs problèmes dans la structuration de l'aide qui affaiblissent les institutions nationales, notamment la multiplication de bailleurs, de thématiques, de zones d'intervention, d'administration, de cadres logiques, etc.

L'ancien secrétaire d'Etat a noté comme exception, la coopération technique cubaine qui est venue, sans agenda, se mettre au service de diverses institutions. Il plaide en faveur d'un développement de la production locale dans un véritable mouvement de solidarité économique, dans un partenariat gagnant-gagnant, pour combattre le dumping auquel fait face la paysannerie haïtienne.

M. Gorenflo, point focal «Société civile, Droits humains et Justice» à la Délégation de l'Union Européenne(UE) en Haïti, dans sa présentation, a d'abord insisté sur la nécessité de distinguer entre aide internationale humanitaire (court-terme, pour sauver des vies après des désastres, visant surtout les individus les plus vulnérables) et l'aide internationale au développement (visant des améliorations structurelles durables en ciblant l'action collective). Malheureusement, selon lui, on observe du côté des ONGs tant internationales qu'haïtiennes une forte « dépendance du sentier battu » en appliquant une approche humanitaire même dans les projets de développement.

Il a jeté un regard critique sur le comportement des ONG évoluant dans le pays, lequel selon lui, contribue aussi à l'échec de l'aide. Des visites en province ont permis à M. Gorenflo de constater une certaine distance entre les ONGs haïtiennes en zone métropolitaine et celles en zone rurale. *« L'accompagnement à proximité, des échanges réguliers d'idées sont nécessaires, mais cela n'est pas possible avec des ONG basées à Port-au-Prince qui rendent visite aux partenaires en province une fois tous les trois mois. »*, déplore-t-il. De plus, a-t-il regretté, même les organisations communautaires de base(OCB) sont souvent aussi détachées d'une bonne connaissance des besoins des populations locales et certaines poursuivent leurs propres intérêts (économiques surtout), sans aucune exigence ni efforts de consultations locales inclusives. Selon lui, les difficultés liées à l'insécurité, même si un facteur important, ne sont pas les seules causes expliquant l'échec de certains projets qui ne laissent pas de signes tangibles ni de résultats dans les communautés : *« L'éloignement des ONG des acteurs locaux, la marginalisation de ces derniers, les changements fréquents de staff, le manque de dialogue (politique) avec les autorités locales, l'utilisation de méthodes pédagogiques démodées (par exemple ateliers de sensibilisation répétés, formations sans contrôle de qualité, manque d'idées fraîches et sous-utilisation des technologies modernes de communication pour atteindre les villages les plus éloignés et les plus enclavés, vouloir être partout en étant nulle part, ignorer l'expertise académique locale, l'absence de sens de redevabilité vers la communauté bénéficiaire mais seulement vers le donateur, et enfin un manque d'idées pour la création d'emplois durables, sont aussi des causes majeures de cet échec »*, a déploré le point focal Société civile, Droits humains et Justice de la délégation de l'UE en Haïti.

M. Gorenflo plaide en faveur d'une amélioration dans la gestion de l'aide au développement qui passe par les ONG. Il prône une analyse géolocalisée qui met l'accent sur le rôle de différents acteurs locaux dans un milieu donné, une stratégie d'écoute et de dialogue et l'application dans un milieu donné d'une approche multisectorielle, holistique en partenariat avec les acteurs étatiques, et en coordination avec d'autres donateurs. Il en a profité pour annoncer une dynamique de dialogue en cours avec les acteurs haïtiens afin d'identifier des projets qui, selon lui, pourraient apporter des appuis concrets et durables en développement (économique) à certains quartiers de Port au Prince marqués par la violence, et d'un programme important de petites subventions à venir qui pourront bénéficier, de façon peu bureaucratique, notamment aux petites associations et structures de province.

Les présentations ont été clôturées avec celle faite par M. Ernst Mathurin, membres d'organisations de la société civile qui a, à son actif, des publications sur la présence des ONG dans le pays. Pour Mathurin, il faut toujours distinguer les objectifs déclarés de ceux qui sont cachés quand on parle d'aide à un pays. Il a identifié quatre (4) grands moments de l'aide internationale qui correspondent chacun à un tournant historique au niveau mondial. Pour le moment, fait-il remarquer, nous sommes à l'émergence d'un monde multipolaire et du Covid-19. Pour Haïti, c'est la période d'après deux tremblements de terre et l'assassinat de l'ex-président Jovenel Moïse. Ces

événements ont contribué à renforcer la tutelle sur Haïti, cristallisée dans le Core Group, et le développement d'une économie criminelle.

M. Mathurin estime que « *le pays a besoin aujourd'hui d'une aide spécifique à sa situation de crise institutionnelle et un appui pour la reprise en main de son destin* ». Pour lui, la question posée, à savoir « *quelle aide serait utile en Haïti dans le contexte actuel* » est politique et c'est pourquoi, il a décidé d'aborder la question sous un angle politique. Il préconise pour cela, l'installation d'un gouvernement responsable pour amorcer une nouvelle gouvernance, le ralliement des fractions d'élites restées attachées au pays et celui d'une société civile progressiste. Il exige la suppression du Core Group, le retrait des alliés étrangers qui empêchent un consensus entre citoyens et citoyennes haïtiens et une grande mobilisation des acteurs sociaux. Il compte pour cela sur l'installation d'un gouvernement de transition responsable, le ralliement de la fraction des élites restée attachée au pays et à son avenir, le développement d'un mouvement social uni, capable de mobiliser la population autour d'un projet de société progressiste et démocratique.

En raison d'un problème technique enregistré au cours des présentations avec une tentative de piratage, très peu de temps a été consacré aux débats. Des questions ont été posées à Michel Chancy sur comment créer cette large alliance économique dont il a parlé pour protéger la production locale et éviter le dumping. Michel Chancy encourage l'appui de jeunes entrepreneurs qui veulent prendre des risques dans la production agricole. Il souhaite que les gens qui ont grandement investi dans le pays mettent aussi leurs efforts dans le combat civique pour rétablir les choses.

Le représentant d'une organisation de la diaspora haïtienne déplore le fait que les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir en Haïti donnent toujours l'impression qu'ils ne travaillent pas pour le pays, mais de préférence pour la communauté internationale qui a son propre agenda. Il encourage une bonne collaboration au niveau interne sans laquelle aucune aide ne pourra apporter de bons résultats. D'autres interventions ont préconisé des alliances avec les entreprises locales dans une perspective de création d'emplois, de renforcement des petites et moyennes entreprises au lieu de se concentrer sur l'aide qui a son effet pervers.

Pour terminer, plusieurs participants ont souhaité l'organisation de ces genres de réflexions de temps en temps (chaque trois mois par exemple) afin d'offrir aux intervenants sur le terrain, un meilleur cadre de référence pour leurs actions.

Texte préparé par Colette Lespinasse

Correspondante de la COEH

Modératrice du Webinaire

12 juin 2022